

BRÉSIL - Le gouvernement de Lula cerné par les forces rétrogrades

Fernando de la Cuadra

mercredi 5 juillet 2023, mis en ligne par [Françoise Couédel](#)

5 juin 2023 - Depuis qu'il a pris ses fonctions de Président de la République, Lula da Silva a dû franchir de nombreux obstacles pour pouvoir gouverner et mener à bien ses principales promesses de campagne, telles que l'augmentation du salaire minimum, l'élimination de la misère grâce à des transferts directs de l'État ou la sortie du Brésil de la « Carte de la Faim » grâce à des politiques actives de lutte contre un fléau mondial.

Décidées à leur barrer la route l'extrême droite et la droite - que la presse désigne de l'euphémisme *centrão* - se sont acharnés à placer d'innombrables obstacles pour entraver presque toutes les initiatives émanant de l'Exécutif. Souvenons-nous que déjà, avant qu'il n'accède à la présidence, en janvier de cette année, le nouveau gouvernement a dû négocier avec le Congrès qui usait de chantages pour approuver le budget de 2023 qui comprenait les ressources nécessaires pour mener à bien les politiques définies antérieurement.

Pour ce qui est du combat contre la pauvreté, la négociation compliquée et exténuante pour obtenir les ressources nécessaires afin de mettre en œuvre le *Programa bolsa Familia* réactualisé, dans le Budget de 2023, a exigé de nombreuses transactions politiques, des renoncements à certains points du programme et l'inclusion des politiques des droites dans le cadre du Ministère du nouveau gouvernement. Ce n'est que de cette manière qu'a pu être votée la Proposition d'amendement à la Constitution (PEC) qui devait inclure dans les comptes de cette année les budgets pour assurer le financement d'une politique de transfert direct indispensable, compte tenu du niveau de pauvreté et de faim qu'a enduré la population la plus vulnérable du pays au cours du cycle funeste de l'administration antérieure.

Au cours de ces premiers mois du gouvernement de Lula, les secteurs de la droite et de l'extrême droite ont bloqué sans cesse la mise en place de plans destinés à améliorer les conditions de vie des secteurs les plus vulnérables, en essayant en aussi d'influer sur les décisions de l'exécutif pour la nomination d'un ensemble d'entités étatiques et paraétatiques dans le but d'obtenir le contrôle politique et financier des organes centraux qui composent le gouvernement. Ils utilisent le contrôle de ces institutions comme monnaie d'échange pour accepter la promulgation de la *Medida Provisoria* (MP-Mesure provisoire) qui officialise l'augmentation du nombre de Ministères, incluant de nombreux portefeuilles comme ceux de la Planification, du Développement et de l'Industrie, de celui des Peuples indiens, du Développement agricole, de la Culture et de l'Égalité raciale.

Pour obtenir le soutien à cette Mesure provisoire, la nouvelle gestion a dû négocier son consentement en même temps que le maintien de la Fondation nationale de la santé (FUNASA), organe qui a été jugé négativement par le gouvernement qui aspirait à sa disparition. Les partis du *centrão* ont conditionné l'approbation de cette Mesure provisoire (MP) à une nouvelle estimation des autorités de la viabilité de cet organisme et de la répartition des charges entre les différents partis ayant une représentation majoritaire à la Chambre [1]

Avec l'approbation de cette MP il a fallu approuver aussi le Projet de loi de cadre temporaire qui menace le droit constitutionnel des peuples originels [2] ainsi qu'inclure dans cette négociation une nouvelle législation qui tente de saper la loi actuelle qui assure la protection de la Mata Atlântica [la forêt amazonienne] actuellement en grave danger d'extinction.

Malgré son triomphe au second tour en octobre 2022, le mandataire actuel n'a pas été soutenu par une partie significative de ses électeurs lors des votes aux élections des représentants au Congrès. En réalité, du total de 513 députés, la coalition du gouvernement ne compte que 95 députés qui soutiennent ses initiatives [3]. Le reste des membres de la Chambre doit être « conquis » en fonction des intérêts sectoriels et particuliers qui pourraient mobiliser des appuis éventuels aux mesures et aux projets émanant de l'Exécutif.

De ces 418 députés restants, ceux qui militent au sein du le PSB, du PDT, du MDB, et du PSD 4[4 [4] peuvent se joindre plus facilement aux forces qui promeuvent certains changements et réformes lancés par le gouvernement, même si leur soutien est toujours conditionné à quelques bénéfices qu'ils pourraient obtenir de l'administration centrale.

Le reste constitue un courant modéré ou « indépendant » plus ou moins opportuniste qui peut s'y joindre dans certaines circonstances (União Brasil, Partido Popular, Republicanos) et une opposition plus dure, d'une idéologie proche du Bolsonarisme, comme c'est le cas du Partido Novo et du Partido Liberal, qui est celui même dans lequel milite « l'ex capitaine ».

Ces partis qui font partie du gouvernement en occupant des fonctions dans certains Ministères, ne représentent pas une base d'appui fiable et il a déjà été prouvé que nombre de ses militants peuvent voter contre des mesures soutenues par l'Exécutif changements et réformes lancés par le gouvernement, même si leur soutien est toujours conditionné à quelques bénéfices qu'ils pourraient obtenir de l'administration centrale. Le reste constitue un courant modéré ou « indépendant » plus ou moins opportuniste qui peut s'y joindre dans certaines circonstances (União Brasil, Partido Popular, Republicanos) et une opposition plus dure, d'une idéologie proche du Bolsonarisme, comme c'est le cas du Partido Novo et du Partido Liberal, qui est celui même dans lequel milite « l'ex capitaine ».

Au Sénat la situation n'est guère différente. De ses 51 membres, la base du gouvernement compte 8 membres du PT, plus 32 membres de partis alliés ou relativement proches poussés par de possibles instrumentalisations (le cas du MDB et du PSD).

Effectivement, la configuration du Congrès national qui a un profil conservateur -plus conservateur peut-être que sous le gouvernement de Bolsonaro - laissait prévoir une relation conflictuelle entre le gouvernement de Lula et ses détracteurs de droite et d'extrême droite. Dans ce contexte, on peut apprécier les énormes efforts de ces secteurs à déployer d'innombrables stratégies pour disqualifier tous les efforts du gouvernement actuel qui vont dans le sens de politiques sociales plus justes et plus inclusives et, ce qui semble le plus évident, pour éviter que celles-ci soient appliquées en cas d'approbation par le Pouvoir législatif.

Ces stratégies sont appuyées par l'énorme soutien des moyens de communication et leurs campagnes violentes de désinformation. On sait que de telles campagnes de dénigrement médiatique sont la tactique habituelle des groupes d'entrepreneurs qui cherchent à ternir l'image et la crédibilité des projets progressistes, en dirigeant leurs tirs particulièrement sur les leaders de tels projets.

Nous disions que, dans le cas du gouvernement de Lula, l'ultra-droite et les partis du centrão répandent - avec la complicité des médias - des informations fausses sur les initiatives de l'Exécutif, en usant de récits et de fake news qui ont pour objectif de démonter ou de mettre en doute la viabilité de ces propositions. Les accusations d'irresponsabilité fiscale sont fréquentes pour ce qui est d'un quelconque indice d'augmentation de la dépense publique destinée à améliorer les politiques sociales. Cela comprend des chantages qui prétendent que cela augmentera les risques d'une dépréciation de la monnaie (la hausse du dollar) ou la chute brutale des cours de la bourse, comme on a pu le constater clairement avant même le début de la nouvelle gestion.

Il est évident que le Brésil se retrouve gouverné par une sorte de régime semi-présidentiel, exception faite de ce que le Congrès n'assume aucune des responsabilités émanant de ses décisions qui reposent exclusivement sur l'Exécutif. Ainsi, au Palais du Planalto [5]

Au Sénat la situation n'est guère différente. De ses 51 membres, la base du gouvernement compte 8 membres du PT, plus 32 membres de partis alliés ou relativement proches poussés par de possibles instrumentalisation (le cas du MDB et du PSD).

Effectivement, la configuration du Congrès national qui a un profil conservateur - plus conservateur peut-être que sous le gouvernement de Bolsonaro - laissait prévoir une relation conflictuelle entre le gouvernement de Lula et ses détracteurs de droite et d'extrême droite. Dans ce contexte, on peut apprécier les énormes efforts de ces secteurs à déployer d'innombrables stratégies pour disqualifier tous les efforts du gouvernement actuel qui vont dans le sens de politiques sociales plus justes et plus inclusives et, ce qui semble le plus évident, pour éviter que celles-ci soient appliquées en cas d'approbation par le Pouvoir législatif.

Ces stratégies sont appuyées par l'énorme soutien des moyens de communication et leurs campagnes violentes de désinformation. On sait que de telles campagnes de dénigrement médiatique sont la tactique habituelle des groupes d'entrepreneurs qui cherchent à ternir l'image et la crédibilité des projets progressistes, en dirigeant leurs tirs particulièrement sur les leaders de tels projets.

Nous disions que, dans le cas du gouvernement de Lula, l'ultra-droite et les partis du *centrão* répandent - avec la complicité des médias - des informations fausses sur les initiatives de l'Exécutif, en usant de récits et de *fake news* qui ont pour objectif de démonter ou de mettre en doute la viabilité de ces propositions. Les accusations d'irresponsabilité fiscale sont fréquentes pour ce qui est d'un quelconque indice d'augmentation de la dépense publique destinée à améliorer les politiques sociales. Cela comprend des chantages qui prétendent que cela augmentera les risques d'une dépréciation de la monnaie (la hausse du dollar) ou la chute brutale des cours de la bourse, comme on a pu le constater clairement avant même le début de la nouvelle gestion.

Il est évident que le Brésil se retrouve gouverné par une sorte de régime semi-présidentiel, exception faite de ce que le Congrès n'assume aucune des responsabilités émanant de ses décisions qui reposent exclusivement sur l'Exécutif. Ainsi, au Palais du Planalto, on est pleinement conscient que le gouvernement ne dispose pas actuellement des voix suffisantes au parlement pour pouvoir faire voter les principaux projets du programme présenté aux électeurs. La très grande énergie que l'exécutif a dû mobiliser pour faire approuver la MP qui augmentait le nombre des Ministères a montré la fragilité du gouvernement vis-à-vis du Congrès.

En définissant un futur scénario possible, Lula a la possibilité de chercher une issue, tout comme son homologue colombien, Gustavo Petro qui, après avoir lutté neuf mois contre ceux qui s'opposaient à son programme de réformes sociales, a décidé d'opérer un changement brutal de son cabinet en demandant leur démission à tous les ministres qui faisaient partie de la coalition du Partido Liberal. Lula da Silva ne doit pas de renoncer à son héritage et à ses promesses de gouvernement en offrant aux secteurs réactionnaires le plaisir d'atteindre leurs objectifs, d'imposer leur empreinte patrimoniale et ploutocratique sur le destin du Brésil.

Avec le soutien d'une réintégration internationale favorable, la viabilité du processus de changements inévitables qui doit être mis en œuvre dans les prochains mois dépend non seulement de la capacité du président Lula de parvenir à des accords avec le Législatif qui bloque et détourne l'évolution progressiste mais va dépendre surtout de la détermination qu'aura le gouvernement d'approfondir une conjonction de forces favorables et de maintenir une mobilisation active de ses partisans qui lui permette de mettre en œuvre son programme, en reconstruisant ce qui a été détruit sous le néfaste mandat antérieur et en proposant de nouvelles réformes structurelles pour améliorer la vie du peuple brésilien.

Notes

[1] Finalement, la MP approuvée par la Chambre par 337 contre 35 (le 31/05) et ratifiée par la suite par le Sénat par 51 contre 19 (le 01/06) évite ainsi la caducité de cette mesure capitale pour une meilleure administration du pays.

[2] La Loi de cadre temporaire représente une énorme menace pour les peuples originels car elle supprime la délimitation des terres indiennes et rend ces territoires disponibles pour des usages tels que des activités minières, garimpo (chercheur d'or illégal), culture de soja, élevage, etc. Ironie du sort cette loi est approuvée sous le gouvernement de Lula, alors qu'à de nombreuses reprises sa discussion a été prorogée sous Bolsonaro, ennemi déclaré des communautés indiennes.

[3] Ce sont en effet 81 représentants de la Federación de la Esperanza (PT 68 ; PCdo B 7 et PV 6) plus les affiliés du PSol et de Rede qui ajoutent 14 députés supplémentaires à la base de soutien.

[4] Parti socialiste brésilien (PSB) ; Parti démocratique du travail (PDT) ; Mouvement démocratique brésilien ; et Parti social démocratique (PSD).

[5] siège officiel du gouvernement à Brasilia - Ndlt.